

## ÉDITO Par Francis Van de Woestyne

# *Une grève inutile*

Certains citoyens belges ont de vraies raisons d'être mécontents de leur sort matériel: les personnes privées d'emploi, confrontées à des accidents de la vie, obligées d'accepter des temps partiels pour des travaux peu épanouissants, les familles monoparentales. Des petits pensionnés, locataires, connaissent aussi la fin du mois dès les premiers jours du calendrier. Quand tout s'effondre, la famille, le travail, la perspective de retrouver une simple vie normale constitue déjà un rêve inaccessible. Face à ces galères, le retour des bonus farmineux promis à des patrons "hors sol" a quelque chose de révoltant. Est-ce excessif, racoleur de comparer les deux situations? Peut-être. Il faut parfois rappeler que l'argent n'est pas une valeur en soi. Et que la course effrénée au gain a quelque chose d'indécent.

Militer pour plus de justice sociale, d'égalité est une chose. Déclencher une grève inutile en est une autre. L'arrêt de travail de ce mercredi ne servira à rien. Dépassés par la colère qui les vise autant que d'autres responsables, les syndicats ont provoqué cette grève pour tenter de récupérer le malaise des oubliés qui ont défilé dans les rues arborant, non pas une veste syndicale rouge, verte ou bleue mais un gilet jaune, couleur désormais associée au désarroi. Cette grève est déclenchée par les syndicats qui exigeaient 1,5 % d'augmentation salariale alors que le Conseil central de l'économie avait fixé la norme à 0,8 %. Précision: cette augmentation s'ajoute à l'indexation automatique des salaires (une originalité belge et luxembourgeoise) et aux augmentations barémiques prévues, soit quelque 5 % pour les deux prochaines années. Le problème, c'est la différence entre le "brut" et le "net" et la hauteur des charges patronales sur les salaires. Mais ces "charges" servent à financer les prestations sociales. Cette grève n'aura aucun impact sur la concertation: les partenaires sont déjà disposés à revenir à la table de négociation. La paralysie du pays pénalisera surtout les indépendants, les petites et moyennes entreprises qui constituent pourtant le poumon de notre économie.